

# Selon un nouveau rapport, la création de liens entre l'industrie pétrolière et le reste de l'économie donne des résultats mitigés au Nigeria

Addis-Abeba, le 25 mars 2013 - Les efforts visant à intensifier les liens entre la très puissante industrie pétrolière et gazière nigérienne et les autres secteurs de l'économie de ce pays n'ont que partiellement réussi en raison de l'incapacité de l'entreprise pétrolière nationale à s'acquitter de ses fonctions de production et de suivi.

L'agitation dans la région pétrolifère du delta du Niger a également contribué à la médiocrité des résultats, selon le Rapport économique sur l'Afrique 2013, corédigé par la Commission économique pour l'Afrique et l'Union africaine.

Le pétrole et gaz jouent un rôle majeur dans l'économie et représentaient en moyenne 76% des recettes du gouvernement fédéral entre 1980 et 2010. Le secteur représentait en moyenne 97% des exportations au cours de la même période, ajoute le rapport. Mais les entreprises étrangères dominent le secteur, notamment Shell, premier opérateur, qui produit environ 43% du pétrole brut du Nigeria.

“Les résultats des efforts du gouvernement visant à accroître le contenu local sont mitigés”, indique le rapport. “La faible performance a été attribuée à l'absence de législation, au manque de capacités de suivi et de supervision de la NNPC, à sa capacité limitée de procéder à des activités indépendantes d'exploration et de production, et à un sentiment de mécontentement dans la région du Delta du Niger”.

Les produits agricoles comme le cacao, le coton, l'huile de palme, les amandes de palme, l'arachide et le caoutchouc, qui dominaient l'économie avant les années 1970, ont été négligés au fur et à mesure que le secteur pétrolier a affirmé sa prééminence.

Le Nigeria est le quatrième producteur mondial de cacao. Le cacao en fèves représente 36 pour cent des recettes d'exportation non pétrolières mais, avant la mise en place d'un régime de subvention à l'expansion des exportations, peu de mesures avaient été prises pour encourager la valorisation dans ce secteur.

Le gouvernement a mis en place ce régime pour “favoriser la création de liens en amont et en aval de la transformation du cacao, avec d'autres secteurs nationaux”, explique le rapport. Ce régime a encouragé un grand nombre d'entreprises de transformation et d'exportation de cacao à investir dans des équipements et machines en vue de valoriser les produits locaux. Entre autres avantages pour l'ensemble de l'économie, ces mesures devraient stimuler la transformation locale pour la faire décoller de son niveau actuel de 20%.

“L'industrie cherche à créer 365 000 emplois au moins d'ici 2015” selon le rapport de 2013.

Le thème du rapport de cette année est “Tirer le plus grand profit des produits de base africains : l'industrialisation au service de la croissance, de l'emploi et de la transformation économique”. Il plaide en faveur d'une industrialisation reposant sur les produits de base dans laquelle les pays africains s'appuieraient sur l'utilisation de leurs abondantes ressources pour devenir une puissance économique mondiale.

